

Questions orales

que la qualité du carburant n'est pas toujours contrôlée dans les aéroports canadiens?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Non, madame le Président, je ne suis pas au courant de ce que mon honorable ami me signale. Je me renseignerai et je lui répondrai.

M. Siddon: Madame le Président, j'aimerais que le ministre confirme que lorsqu'on a construit l'aéroport de Vancouver en 1968, les fonctionnaires de son ministère ont décidé, conformément à des normes établies, de faire intégrer au système d'avitaillement un dispositif automatique dont le fonctionnement continu sert à déceler les impuretés que peut contenir le carburant pour moteurs à réaction, mais qu'il y a plusieurs années on a débranché cet important dispositif de sécurité parce qu'il ne cessait de bloquer automatiquement le système d'avitaillement? Le ministère a-t-il pris la décision de ne pas faire installer de dispositifs de contrôle de la turbidité dans les systèmes d'avitaillement des aéroports, et n'est-ce pas là exactement ce qui se passe?

M. Pepin: Madame le Président, la promesse que j'ai faite en réponse à la première question s'applique également à la deuxième.

Une voix: Une réponse d'une grande turbidité.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE FASSE UNE DÉCLARATION AU SUJET DE SON VOYAGE EN EUROPE

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Défense nationale. Accepterait-il de faire une déclaration à l'appel des motions, ce qui serait logiquement le bon moment de nous informer de son voyage en Norvège et à Bruxelles?

Des voix: Bravo!

M. McKinnon: De plus, accepterait-il qu'on lui pose ensuite des questions, comme c'est ordinairement la coutume, car elles seraient alors un peu plus pertinentes que celle à laquelle il vient de répondre?

[Français]

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, malgré le fait qu'aucune question n'ait été posée, je ferai remarquer à l'honorable député de l'opposition que nous allons siéger en comité plénier jeudi et vendredi et que les députés auront alors le loisir de poser toutes les questions qu'ils jugeront pertinentes.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROFANATION DES TOMBES DE SOLDATS CANADIENS EN FRANCE—LA PROTESTATION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire

d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il envoyé une note de protestation au gouvernement français à la suite de la profanation des tombes de soldats canadiens, à Bretteville-sur-Laize, en France, il y a deux mois?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, c'est en effet un incident très regrettable, mais nous n'avons pas eu à envoyer de note de protestation, car cet incident a beaucoup embarrassé les autorités françaises ainsi que la localité où il s'est produit. Les tombes sont restaurées et tout est fait pour rétablir le climat de dignité dans lequel reposent nos soldats tombés au champ d'honneur.

LES ACTIVITÉS DE BATEAUX-PATROUILLE DANS LES ANTILLES—LA PARTICIPATION DE L'ACDI

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme les journaux ont récemment rapporté que mon ministère exerçait des pressions sur l'ACDI afin qu'elle donne de l'argent pour des avisos-torpilleurs et d'autres opérations de sécurité dans plusieurs petites îles de l'est des Antilles, le ministre peut-il se renseigner à ce sujet et nous assurer qu'on n'oblige pas l'ACDI à faire la police dans les Antilles sous le couvert de l'aide au développement?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je crois savoir que les bateaux en question ne sont pas des avisos-torpilleurs, mais des bateaux-patrouille de divers types.

Des voix: Oh, oh!

M. MacGuigan: Autrement dit, la question du député se fonde sur des renseignements inexacts.

M. Ogle: Comme question supplémentaire je demande au ministre de nous dire si c'est le Département d'État des États-Unis qui a exercé des pressions sur le gouvernement canadien, par l'intermédiaire du comité consultatif de la Banque mondiale sur le développement économique des Antilles, pour qu'il subventionne les dispositifs de sécurité de plusieurs gouvernements insulaires menacés, paraît-il, par le spectre du communisme.

M. MacGuigan: Madame le Président, je vais devoir prendre note de cette question, mais peut-être qu'entre temps le député pourra me préciser de quelles îles et de quels problèmes il veut parler.

LA PROFANATION DES TOMBES DE SOLDATS CANADIENS EN FRANCE—ON DEMANDE UNE DÉCLARATION PUBLIQUE

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Madame le Président, vu la réponse qu'il m'a donnée il y a un moment, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il ne pourrait pas faire une déclaration publique et l'envoyer au *Times* de Londres et à certains journaux de Paris, pour faire savoir que le gouvernement français a présenté des excuses.